Gender : lettre adressée à Mr Luc Chatel par l'AFSP

Article rédigé par *AntoineBesson*, le *16 septembre 2011*

Les réactions suscitées par le contenu des manuels de SVT de 1ère soutenues par 113 sénateurs et 80 députés exigent une réponse de la part du ministre de l'Education nationale, de la Jeunesse et de la Vie associative. La Fondation de Service politique lui fait parvenir la lettre ci-dessous.

Monsieur Luc Chatel
Ministre de l'Education nationale
110, rue de Grenelle
75357 Paris 07 SP

À Paris, le 14 septembre 2011

Objet : La théorie du *gender* diffusée dans les livres de SVT

Référence : SCP/E & A/EQ45545

Monsieur le ministre,

L'importance croissante dans les médias de l'insertion de la théorie du *gender* dans certains manuels scolaires de SVT pour les classes de 1ère ainsi que la réaction des 80 députés et 113 sénateurs à ce sujet ne peuvent vous laisser indifférent, d'autant plus que le gouvernement par la voix de la Présidence de la République s'est engagé à faire respecter la liberté de conscience des parents comme des élèves.

Nous avons été informés que demain jeudi 15 septembre se tiendra le Conseil Supérieur de l'Education. Aussi l'Association pour la Fondation de Service politique vous demande-t-elle de bien vouloir mettre à l'ordre du jour de ce Conseil que vous présidez une modification aux programmes de SVT, supprimant toute référence à la théorie du *gender*. Il vous sera dès lors possible de publier au "Journal officiel de la République française" et au "Bulletin officiel de l'Education nationale" la nouvelle version du programme et d'en exiger l'application dans les deux mois. En octobre ou novembre, aucun professeur de SVT ne sera arrivé au chapitre relatif au *gender* et le moment venu, la question aura été retirée des programmes et à fortiori vous pourrez garantir aux élèves et aux parents de ces derniers que la théorie du *gender* ne pourra faire l'objet d'un sujet au baccalauréat.

Nous renouvelons par ailleurs instamment notre demande, en espérant qu'elle sera cette fois prise en compte, de voir organisée une convention ouverte dès la rentrée parlementaire, avec des experts (éducateurs, psychanalystes, juristes, philosophes...) et la participation des parents d'élèves, de représentants de la société civile et d'élus.

Nous sommes plus mobilisés que jamais sur ce sujet de société ne pouvant accepter que nos enfants servent de cobayes. Nous voulons croire qu'à l'exemple du président de la République, vous aurez compris la gravité du sujet et que notre requête sera entendue. Nous restons à votre disposition pour vous rencontrer quand vous le souhaiterez.

Nous vous prions de croire, Monsieur le ministre, à l'assurance de notre haute considération.

Francis Jubert Élizabeth Montfort
Président Administrateur,
llllllllllllllllllllllllllllllllllllllllllllllllllpPorte-parole